poursuivre la récupération économique graduelle et soutenue, principalement en créant les conditions nécessaires pour encourager les investissements intérieurs et étrangers et en stimulant la demande locale, ainsi qu'à accentuer l'amélioration du niveau de vie de la couche la plus pauvre de la société, grâce au programme Solidaridad.

Après la récession de 1986, la recrudescence de l'activité économique intérieure s'est poursuivie pour une troisième année consécutive en 1989 avec un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 3,1 p. 100. En 1990, ce taux est passé à 3,9 p. 100 puis à 3,6 p. 100 en 1991, lorsque le PIB a atteint 280,3 milliards de dollars¹. La population du Mexique se chiffre à 82,8 millions d'habitants et son PIB par habitant était estimé à 3 385 \$ en 1991. En outre, la production dans le secteur de la fabrication a connu une augmentation de 5,2 p. 100 en 1990 et de 3 p. 100 en 1991 en valeur réelle, les investissements privés et les dépenses des consommateurs se sont accrus de 13,6 p. 100 et 5,2 p. 100 respectivement, et les investissements publics ont augmenté de 12,8 p. 100. On s'attend à ce que la hausse annuelle moyenne du PIB varie entre 4 et 5 p. 100 de 1992 à 1994. Les premières statistiques pour 1992 donnent un taux de 4 p. 100.

Afin de donner un nouvel élan à l'économie et la rendre plus ouverte, le gouvernement mexicain a entrepris une série de modifications structurelles, parmi lesquelles l'adhésion, le 24 août 1986, à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Cela a entraîné une libéralisation généralisée de l'activité commerciale, notamment au moyen de l'élimination des licences d'importation, qui ne sont plus exigées que pour 325 des 11 950 numéros tarifaires du nouveau Système harmonisé, adopté en 1988, de l'abrogation des prix officiels d'importation et de la taxe de 5 p. 100 au chapitre de l'expansion des exportations, ainsi que de la réduction des droits d'importation maximums, qui sont passés de 100 p. 100 en 1982 à 20 p. 100 en janvier 1988. La moyenne pondérée du taux tarifaire atteint maintenant 10,4 p. 100. Ces mesures de libéralisation ont été étendues aux secteurs de l'automobile et de l'informatique, par l'élimination rétroactive des licences d'importation, pour permettre l'entrée en franchise des produits dans ces industries. Par ailleurs, la ratification éventuelle de l'Accord nord-américain de libre-échange favorisera davantage les échanges commerciaux entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

Selon les données officielles publiées par le secrétariat au Commerce et au Développement industriel (SECOFI), la balance commerciale du pays a enregistré en 1991 un déficit de 10,4 milliards de dollars, après un déficit de 3 milliards en 1990. Les exportations se sont accrues de 2,6 p. 100 en 1991, passant de 26,8 à 27,6 milliards de dollars. Quant aux importations, elles ont augmenté de 22,2 p. 100, passant de 29,8 à 38 milliards de dollars en 1991, après un bond de 27,2 p. 100 en 1990, alors qu'elles atteignaient 23,4 milliards de dollars en 1989.

¹ Toutes les sommes sont exprimées en dollars américains, sauf indication contraire (pesos mexicains, dollars canadiens, etc.).